



Bordeaux, le 15 juin 2021

2413  
**DECISION N°.../2021**

**portant agrément provisoire du lycée maritime de la Rochelle pour dispenser de façon provisoire  
la formation conduisant à la délivrance du brevet 750 kw - formation continue**

Le Directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique

- Vu les articles R 342-1 à R 342-8 du code de l'éducation ;
- Vu le décret n° 2004-290 du 26 mars 2004 portant publication des amendements à l'annexe de la Convention internationale de 1978 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, ensemble un code international pour la sûreté des navires et installations portuaires (code ISPS), adoptés à Londres le 12 décembre 2002 ;
- Vu le décret n°2019-640 du 25 juin 2019 relatif à l'agrément des organismes de formation professionnelle maritime ;
- Vu l'arrêté du 07 mai 2020 relatif à l'agrément des organismes de formation professionnelle maritime ;
- Vu l'arrêté du 12 mai 2011 modifié relatif aux agréments des prestataires délivrant une formation professionnelle maritime ;
- Vu l'arrêté du 21 août 2015 relatif à la délivrance du brevet mécanicien 750 kw ;
- Vu l'arrêté DIRM du 04 mars 2021 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
- Vu la décision de la DIRM SA 2016/2021 portant agrément afin que le lycée maritime de la Rochelle dispense la formation 750 kw en formation continue ;
- Vu la demande motivée du lycée maritime de la Rochelle en date du 08 juin 2021 ;
- Vu le dossier déposé par le lycée maritime de la Rochelle en date du 10 juin 2021 pour le renouvellement de sa demande d'agrément et la nécessité pour le centre de formation de planifier une session démarrant avant la rentrée de septembre 2021;

## DÉCIDE

Article 1er : Le lycée maritime de la Rochelle – Avenue du Maréchal Juin – 17000 La Rochelle cédex est agréé de façon provisoire jusqu'au 01<sup>er</sup> février 2022, pour dispenser la :

### • la formation 750 kw

Article 2 : La gestion des inscriptions des candidats sera réalisée par le lycée maritime de la Rochelle.

Article 3 : À la fin de chaque année, le centre de formation adressera au Directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique, un rapport détaillé sur le déroulement des sessions de la formation précisée dans l'article 1 comportant :

1° le bilan du déroulement des sessions de formation passées ;

2° le programme prévisionnel de chaque session de formation à venir ;

3° le bilan quantitatif des formations réalisées précisant le nombre de candidats inscrits, admis, refusé ou ayant abandonné.

Article 4 : le centre de formation délivrera aux stagiaires via l'application AMFORE une attestation de suivi et de réussite de formation.

Article 5 : le titulaire de l'agrément doit porter à la connaissance du DIRM Sud-Atlantique dans un délai d'un mois toute modification intervenue dans les éléments figurant dans le dossier ayant conduit à la délivrance de son agrément.

Article 6 : Toute demande de renouvellement d'agrément doit être adressée six mois avant la date d'expiration de l'agrément en cours, dans les conditions prévues au décret n° 2019-640 du 25 juin 2019 relatif à l'agrément des organismes de formation professionnelle maritime.

Article 7 : L'agrément peut être suspendu ou retiré à tout moment par la DIRM Sud-Atlantique.

Les motifs de suspension ou de retrait de l'agrément sont les suivants :

1° Lorsque le centre de formation cesse de remplir les critères sur le fondement desquels il a été agréé. La DIRM Sud-Atlantique met préalablement l'organisme en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai qu'elle fixe et au cours duquel l'agrément est suspendu ;

2° En cas d'absence de mise en conformité au terme du délai de suspension mentionné au 1° ;

3° En cas de manquement grave ou répété du centre de formation à ses obligations, de non- exécution, de ses obligations résultant du II de l'article 12 du décret n° 2019-640 du 25 juin 2019 relatif à l'agrément des organismes de formation professionnelle maritime, ou de tout nouveau manquement réitéré après une sanction prononcée en application de l'article 13 du décret précité ;

4° Pour tout autre motif d'intérêt général.

Article 8 : Les modalités de suspension ou de retrait sont précisées dans le présent article. La DIRM Sud-Atlantique procède à ces modalités de suspension ou de retrait après avoir invité la directrice du centre de formation à présenter ses observations dans un délai de 15 jours,

Par dérogation, en cas d'urgence motivée par la sécurité des usagers, la suspension peut être à effet immédiat.

Article 9 : Cet agrément ne dispense par le directeur de l'établissement de ses obligations en matière d'accueil du public, de sécurité des locaux et du matériel.

Article 10 : Le directeur du lycée maritime de la Rochelle et le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

P. Le directeur interrégional de la mer,

Olivier LALLEMAND

Chef de service  
de l'action économique  
et de l'emploi maritime

Copies :  
DAM/GM 1  
IGEM  
Toutes DIRM  
Bureaux formations BX LR

